



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 14 AVR. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELECTRICITE DE FRANCE

Zone industrielle de Lannuzel
29460 Dirinon

Références : ENV-D-25-150
Code AIOT : 0005500721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement ELECTRICITE DE FRANCE implanté ZI LANNUZEL 29460 DIRINON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'exploitation du retour d'expérience d'un incident survenu en décembre 2024 dans l'établissement similaire qu'EDF-CETAC exploite sur la commune de Brennilis.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTRICITE DE FRANCE
- ZI LANNUZEL 29460 DIRINON
- Code AIOT : 0005500721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite deux turbines à combustion (TAC n° 1 et 2) d'une puissance thermique unitaire de 255 MW (puissance électrique de 85 MW). Ces équipements sont mis à contribution sur demande de l'exploitant du réseau de transport d'électricité (RTE) pour sécuriser ce réseau en cas de besoin. Les TAC sont alimentées par du fioul domestique stocké dans un réservoir de 12 000 m³ environ. Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 15/05/1981 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- ☐ Prévention des pollutions chroniques
- ☐ Prévention des risques d'incident / d'accident
- ☐ Action nationale 2025 / Plan de modernisation des installations industrielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 27/01/2005, article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 27/01/2005, article 4.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Prévention des risques	AP Complémentaire du 27/01/2005, article 7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des risques	AP Complémentaire du 27/01/2005, article 7.2.7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des risques	AP Complémentaire du 27/01/2005, article 9.12	Demande d'action corrective	3 mois
7	Gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prévention des risques	AP Complémentaire du 27/01/2005, article 7.2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection révèle des pratiques d'exploitation des installations en écart aux prescriptions imposées en matière de gestion des eaux susceptibles d'être polluées aux hydrocarbures. En particulier, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son analyse des causes d'un écart visant les modes de gestion des eaux pluviales collectées dans la rétention associée au réservoir d'hydrocarbure.

L'inspection met aussi en exergue plusieurs défaillances dans la maîtrise des équipements nécessaires à la prévention des accidents de débordement du réservoir de stockage de fioul domestique et dans l'élaboration des conduites à tenir en cas de détection de situation dangereuse pour les personnes et l'environnement

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2005, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :

- les installations de prélèvements, le(s) réseau(x) d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires[...], les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux pluviales, le(s) déversoir(s) ou bassin(s) de confinement, les points de rejets dans les cours d'eau, les points de raccordement au réseau collectif, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres, ...) et les points de mesures.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose du plan des réseaux de collecte des eaux susceptibles d'être polluées (réseau SEH) et des eaux pluviales (réseau SEO). Ce plan est daté du 27/04/2017

L'inspection constate l'existence d'un départ de canalisation fixe aérienne à l'aval de la pompe de relevage présente dans la cuvette de rétention du réservoir de FOD, à laquelle est raccordé un tuyau souple dirigeant les eaux susceptibles d'être polluées contenues dans cette rétention, vers le réseau des eaux pluviales en aval des dispositifs de traitement. L'inspection note que cette canalisation n'est pas repérée sur le plan précité.

En outre, le plan fait apparaître un réseau de collecte des eaux de ruissellement de la plateforme des TAC n° 1 et n°2 qui ne dirige pas ces effluents vers le séparateur d'hydrocarbures avant décantation. Ce même plan ne fait pas apparaître le point de rejet des eaux SEH après leur traitement dans le réseau SEO avant leur rejet au milieu naturel.

Enfin, l'inspection des installations classées note que le détecteur d'hydrocarbures présent dans la cuvette de rétention du réservoir 002 BA ne porte pas de repère fonctionnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux SEH et SEO en veillant notamment à y reporter l'ensemble des organes nécessaires à leur exploitation dans le respect d'une part, des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral et, d'autre part, des pratiques décrites dans l'étude de danger.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2005, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rejet des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux de ruissellement susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures (eaux pluviales, eaux d'incendie, - exercice ou sinistre) sont collectées, traitées puis rejetées dans le milieu naturel constitué par le ruisseau de la Fontaine de Saint-Divy.

<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au point de contrôle n°1 précédent, la configuration d'exploitation du réseau SEH et son fonctionnement constatés le jour de l'inspection à l'occasion de la vidange des eaux susceptibles d'être polluées présentes dans la cuvette de rétention du réservoir de FOD ne respectent pas les dispositions du présent article. Ce mode d'exploitation des réseaux n'est pas non plus conforme à celui décrit dans l'étude de danger référencée TAF0000PPPPNEE2845 indice A.</p> <p>L'exploitant en a convenu et a pris les actions curatives immédiates en présence de l'inspection des installations classées de la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2005, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Signalement des incidents de fonctionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.</p> <p>Ce dernier dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il est précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement et manuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs de mesure en continu du pH et de la concentration d'hydrocarbures dans les eaux rejetées au milieu naturel sont présents. La mesure du pH des eaux rejetées affiche 7,3. L'inspection constate également la présence d'un compteur volumétrique avant rejet affichant la valeur 202464 m³. L'exploitant a déclaré relever cette information une fois par semaine.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate la présence d'une vanne d'isolement du rejet en cas de détection d'hydrocarbures ou d'anomalie affectant le pH des eaux rejetées. Cette vanne est motorisée et asservie aux mesures des paramètres surveillés en continu (pH, détection HCT).</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a manœuvré cette vanne. Sa fermeture a été constatée et son étanchéité vérifiée par le constat d'une montée en charge du canal de rejet.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les seuils, pour les paramètres pH et concentration d'hydrocarbures, qui enclenchent la fermeture automatique de cette vanne avec un report d'information vers l'exploitant. Ces informations ne sont pas non plus accessibles depuis le contrôle commande des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'établir et de tenir à la disposition de l'inspection, dans l'établissement :</p>

<ul style="list-style-type: none"> Le descriptif des dispositifs de sécurité qui permettent d'interrompre le rejet dans le milieu naturel en cas de dérive d'au moins un paramètre mesuré en continu ; Les consignes mentionnant les actions à conduire en cas d'enclenchement d'une alarme ou d'un dispositif de protection automatique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2005, article 7.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes particulières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes particulières précisent les dispositions à prendre lors du déclenchement des alarmes de situations dangereuses.</p> <p>Des consignes particulières précisent les modalités de surveillance, d'essais, d'entretien, de contrôle des installations de détection de situations dangereuses, de leurs alarmes et des asservissements qu'elles impliquent.</p> <p>L'ensemble des opérations est consigné sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle a porté sur les barrières techniques et/ou humaines mises en œuvre pour prévenir tout débordement du réservoir 002 BA lors de son remplissage par dépotage du combustible depuis les camions citernes.</p> <p>Ce réservoir est équipé de deux indicateurs de niveau implantés sur sa robe. Le premier indicateur, situé sur la paroi côté Nord du réservoir, est constitué d'un repère coulissant sur une règle apposée sur le réservoir, sans repère fonctionnel. L'inspection constate que le repère de niveau haut destiné à informer l'exploitant de l'approche de l'atteinte de la capacité nominale du réservoir n'est pas matérialisé sur cette règle. Elle constate également que l'échelle de graduation quasiment illisible est de 10 cm, ce qui correspond à l'élévation du niveau de produit dans le bac d'environ 70 m³.</p> <p>Le second indicateur, situé sur la paroi côté Est du réservoir, est un jaugeur de marque WARTSILA, sans repère fonctionnel. Ce dispositif affiche une information (9,958 m) cohérente avec celle lue sur la règle précitée mais avec une précision accrue.</p> <p>L'inspection constate que ces informations ne sont pas visibles depuis le poste de dépotage des camions de livraison de FOD. En effet, le muret de la cuvette de rétention empêchant toute lecture lorsque la hauteur de produit présente dans le réservoir est supérieure à 9 m.</p> <p>L'exploitant indique que la lecture du niveau de combustible dans le réservoir 002 BA est requis avant chaque journée de réception d'une livraison. Considérant qu'une livraison permet la réception de 36 m³ de FOD, l'exploitant précise que le comptage des camions permet de prévenir tout débordement. Il a présenté la consigne d'exploitation utilisée.</p>

Il indique également que l'atteinte du niveau haut déclenche une alarme sonore mais n'entraîne pas la fermeture des vannes ni l'arrêt des pompes de remplissage du réservoir. L'exploitant a indiqué que le test du capteur de niveau haut n'a pas été réalisé en situation réelle de détection de FOD. Seule la capacité de la chaîne de transmission d'un signal simulant l'activation du capteur a été contrôlée par l'exploitant. Il n'est toutefois pas en mesure de présenter le rapport de contrôle justifiant le positionnement du capteur de niveau haut si son bon fonctionnement. Plus généralement, il n'est pas en mesure de présenter les consignes de maintenance et de contrôles périodiques des dispositifs de mesure et d'alerte en cas d'atteinte du niveau haut. La présence d'un capteur de niveau très haut n'a pas été confirmée lors du contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant :

- d'identifier les équipements qui lui permettent de prévenir un débordement du réservoir 002 BA lors de son remplissage, notamment les capteurs de niveau ;
- d'apporter, pour chacun de ces équipements, la preuve qu'il dispose du programme de maintenance et de contrôle périodique ;
- d'apporter la preuve qu'il dispose des consignes spécifiant la conduite à tenir en cas de défaillance d'un équipement requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2005, article 7.2.9

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération interne

Prescription contrôlée :

A partir des éléments fournis par l'étude des dangers, l'exploitant établit un plan d'opération interne (POI) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Constats :

L'exploitant a présenté le POI en application dans l'établissement. L'inspection constate qu'il s'agit de la même version que celle dont elle dispose.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2005, article 9.12

Thème(s) : Risques accidentels, 9.12

Prescription contrôlée :

En l'absence de moyens de mesure automatique du niveau dans les réservoirs, ceux-ci sont jaugés périodiquement en fonction du service qu'ils assurent. Les résultats sont consignés par écrit.

Constats :

L'exploitant procède au relevé des niveaux lors de sa ronde du matin et du soir. En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il procède périodiquement au jaugeage à l'aide d'un dispositif de référence (par exemple une pige).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des débordements

Prescription contrôlée :

Dans le cas de réceptions non automatiques, les réservoirs de liquides inflammables d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes sont équipés d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :

- Une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides inflammables avant le débordement du réservoir ;
- Ou un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;
- Ou une sécurité instrumentée réalisant les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.

Constats :

Le capteur de niveau haut n'est pas asservi à un dispositif d'arrêt automatique du remplissage du réservoir. La ligne de défense mobilisée par l'exploitant est une barrière humaine de même nature que celle qui s'est révélée défailante le 10/12/2024 dans son établissement de Brennilis.

L'inspection note que les mesures de prévention additionnelles qu'elle a demandées, à savoir la limitation du remplissage des réservoirs à 10 m, ne sont pas appliquées à Dirinon. Ce constat témoigne d'une difficulté de l'exploitant à exploiter et diffuser rapidement le retour d'expérience ainsi que les mesures conservatoires requises dans les installations qu'il exploite en Finistère.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

République Française
ARRÊTÉ N ° [REDACTED] du [REDACTED]
portant mise en demeure
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

Société ELECTRICITE DE FRANCE
Centre d'exploitation des turbines à combustion
implantées ZI de Lannuzel à DIRINON (29460)

LE Préfet du FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 81/874 du 15 mai 1981 autorisant EDF à exploiter deux turbines à gaz et leurs annexes et un stockage de fuel-oil à DIRINON ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 imposant des prescriptions complémentaires à EDF concernant l'exploitation de la centrale thermique de production d'électricité située ZI de Lannuzel à DIRINON ;
- VU** l'étude de danger des installations classées exploitées par EDF à DIRINON référencée TAF0000PPPPNEE2845 indice A du 1^{er} mars 2011 modifiée ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du [REDACTED] ;
- VU** le courrier du [REDACTED] adressé en recommandé avec AR à la société EDF l'informant de la mise en demeure dont elle est susceptible de faire l'objet et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant par [REDACTED] en date du [REDACTED] et par courriel en date du [REDACTED] ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé précise à l'article 4.4 : « Les eaux de ruissellement susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures (eaux pluviales, eaux d'incendie, - exercice ou sinistre) sont collectées, traitées puis rejetées dans le milieu naturel constitué par le ruisseau de la Fontaine de Saint-Divy. » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 21 février 2025, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté le rejet des eaux météoriques contenues dans la rétention du réservoir n° 002 BA directement dans le réseau de collecte des eaux non susceptibles d'être polluées ;

- CONSIDÉRANT** que les eaux météoriques contenues dans la rétention du réservoir n° 002 BA sont susceptibles d'être contaminées par les hydrocarbures ;
- CONSIDÉRANT** que cette gestion des eaux météoriques contenues dans la rétention du réservoir n° 002 BA n'est ni conforme aux prescriptions fixées à l'article 4.4 l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé, ni conforme aux mesures de gestion décrites dans l'étude de danger susvisée ;
- CONSIDÉRANT** que cette gestion des eaux météoriques contenues dans la rétention du réservoir n° 002 BA est susceptible d'être à l'origine d'une pollution du milieu naturel ;
- CONSIDÉRANT** que les conditions d'exploitation constaté ne permettent d'assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu conformément au I de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire les prescriptions fixées à l'article 4.4 l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

Article 1

La société EDF, dont le siège social se situe 22-30, avenue de Wagram – 75008 PARIS, en sa qualité d'exploitant des installations classées (AIOT n° 0005500721) situées ZI de Lannuzel à DIRINON (29460) est mise en demeure de satisfaire, sous un délai maximal d'un mois, les dispositions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé relatives à la gestion des eaux de ruissellement susceptibles d'être souillées.

Article 2 – Dispositions particulières

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux, opérations ou activités.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par

l'application Télérecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société EDF et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire de la commune de DIRINON
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

République Française
ARRÊTÉ N° [REDACTED] du [REDACTED]
de prescriptions complémentaires
en application de l'article L.181-14 du Code de l'environnement

Société ELECTRICITE DE FRANCE
Centre d'exploitation des turbines à combustion
implantées ZI de Lannuzel à DIRINON (29460)

LE Préfet du FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 81/874 du 15 mai 1981 autorisant EDF à exploiter deux turbines à gaz et leurs annexes et un stockage de fuel-oil à DIRINON ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 imposant des prescriptions complémentaires à EDF concernant l'exploitation de la centrale thermique de production d'électricité située ZI de Lannuzel à DIRINON ;
- VU** l'arrêté préfectoral du [REDACTED] mettant en demeure EDF de satisfaire les dispositions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé ;
- VU** l'étude de dangers des installations classées exploitées par EDF à DIRINON référencée TAF0000PPPPNEE2845 indice A ;
- VU** le compte-rendu du 24 janvier 2025 et l'analyse de l'évènement de débordement du Bac FOD n° 2 du site des TAC de Brennilis du 10 décembre 2024 référencé T-40211304-2025-000021 indice A du 1^{er} mars 2011 modifiée ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du [REDACTED] ;
- VU** l'avis de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du [REDACTED] ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant par [REDACTED] en date du [REDACTED] et par courriel en date du [REDACTED] ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 21 février 2025, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que l'état de réalisation et les

conditions d'exploitation des réseaux de collecte des eaux susceptibles d'être polluées n'étaient pas conformes aux prescriptions fixées à l'article 4.4 l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé, ni aux mesures de gestion décrites dans l'étude de dangers susvisée ;

CONSIDÉRANT que le plan des réseaux de collecte des eaux présenté par l'exploitant n'identifie pas les modifications apportées par l'exploitant à ces réseaux ;

CONSIDÉRANT qu'un contrôle du tracé et de l'état des réseaux de collecte des eaux et des équipements associés est nécessaire avant toute mise à jour du plan de ces réseaux ;

CONSIDÉRANT que le contrôle de l'inspection des installations classées a révélé des dysfonctionnements du processus de détection des écarts affectant les pratiques d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 21 février 2025, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que les équipements nécessaires à la prévention du risque de débordement du réservoir n° 002 BA et leurs conditions d'exploitation nécessitaient des actions humaines face à une situation d'exploitation dangereuse ;

CONSIDÉRANT l'événement survenu le 10 décembre 2024 dans l'établissement exploité par EDF à Brennilis objet du compte-rendu d'évènement du 24 janvier 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le compte-rendu d'évènement du 24 janvier 2025 susvisé expose des dysfonctionnements d'ordre techniques et organisationnels à l'origine de l'évènement ;

CONSIDÉRANT que les installations qu'EDF exploite à BRENNILIS sont similaires à celles que cette société exploite à DIRINON ;

CONSIDÉRANT toutefois que les barrières de sécurité susceptibles d'être activées en cas d'évènements de débordement d'un réservoir ne sont pas identiques alors que l'évènement redouté est le même ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la pleine disponibilité des chaînes de mesure et de protection dont le fonctionnement est requis en cas de situation dangereuse ;

CONSIDÉRANT que l'état de l'art sur ce type de bacs hydrocarbure prévoit la présence d'un niveau très haut en plus du niveau haut ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il appartient à l'exploitant de réévaluer la conception et les conditions d'exploitation des barrières de sécurité nécessaires d'une part, à la prévention des incidents et des accidents et, d'autre part, à la limitation des conséquences de telles situations sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une telle réévaluation est susceptible d'être à l'origine d'une modification de l'étude des dangers ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément aux dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'Environnement, de prescrire la réalisation des évaluations nécessaires au renforcement de la sécurité des installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

Article 1

La société EDF, dont le siège social se situe 22-30, avenue de Wagram – 75008 PARIS, en sa qualité d'exploitant des installations classées (AIOT n° 0005500721) situées ZI de Lannuzel à DIRINON (29460) est tenue de satisfaire les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 – Réseaux de collecte des eaux

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, aux contrôles de l'état des réseaux de collecte des eaux et de leurs équipements nécessaires à la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement.

Le rapport des contrôles mentionnés à l'alinéa précédent est transmis dans le même délai à l'inspection de l'environnement en charge de l'inspection des installations classées accompagné du plan des réseaux mis à jour.

Article 3 – Revue de conception et d'exploitation des équipements

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à la revue de conception et d'exploitation des équipements importants pour la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement. Cette revue évalue notamment l'intérêt de la redondance des barrières de sécurité au regard des meilleures techniques disponibles.

Le rapport de conclusion de la revue mentionnée à l'alinéa précédent est transmis dans le même délai à l'inspection de l'environnement en charge de l'inspection des installations classées. Ce rapport est accompagné du descriptif des modifications envisagées des installations et du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications.

Article 4 – Révision de l'étude de danger

L'exploitant révisé l'étude des dangers de l'installation sur la base des conclusions des études et contrôles prescrits aux articles 2 et 3.

L'étude de dangers révisée et autoportante, accompagnée du POI modifié le cas échéant, est transmise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection de l'environnement en charge de l'inspection des installations classées.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de DIRINON et à la société EDF (site de DIRINON).

LE PRÉFET